

# PÉGRESSE

---

## 2022

Paris, le 17 mars 2022

Monsieur le Président de la  
Fédération départementale des  
chasseurs

Monsieur le Président,

Je suis candidate à la Présidence de la République car je veux que la France retrouve sa fierté.

Je suis candidate pour que la France renoue avec ses racines rurales, pour que la fierté retrouvée du pays commence par celle des habitants de cette France des territoires, méprisée depuis cinq ans par un pouvoir centralisateur auquel l'hyper-métropolisation aura servi d'unique boussole.

Je veux rendre leur fierté aux chasseurs accusés et injuriés quotidiennement dans des termes dont personne n'oserait qualifier son pire ennemi.

Moi Présidente, j'imposerai immédiatement la reconnaissance du délit d'entrave par ordonnance. Une des nombreuses promesses faites par le candidat MACRON il y a 5 ans, jamais mise en œuvre ensuite par le Président.

Avec moi, ce sera « tolérance zéro » pour les activistes qui se rendent coupables de dégradations ou de violations de propriété et j'imposerai que les associations ou les Fondations qui s'en prennent aux biens, aux personnes et à la liberté de chacun soient déchues de leur reconnaissance d'utilité publique par l'Etat.

La chasse est une liberté acquise par le peuple à la Révolution et une activité aussi populaire qu'intergénérationnelle dans laquelle la ruralité puise ses plus profondes traditions.

La chasse est beaucoup plus qu'un loisir, c'est un mode de vie.

La défendre, c'est aussi défendre la ruralité, c'est défendre la France éternelle.

Défendre la chasse, c'est défendre toutes les chasses. Le candidat MACRON avait promis de préserver les chasses traditionnelles, le Président a laissé sa ministre de l'écologie les sacrifier.

Avec moi, les savoir-faire ancestraux seront protégés partout où ils fondent la culture locale que les chasseurs se transmettent de père en fils depuis toujours.

Le candidat des verts demande qu'on interdise la chasse le week-end mais contrairement à ce que semble penser Monsieur JADOT, les chasseurs ne sont ni des retraités, ni des rentiers : interdire la chasse le week-end, c'est interdire la chasse tout-court. Je ne céderai pas à la confiscation hebdomadaire de l'espace dont rêvent les écologistes.

# PÉGRESSE

---

## 2022

Les chasseurs sont de vrais amoureux de la Nature : ce sont les premières vigies de la biodiversité et ils jouent un rôle névralgique pour le suivi de la faune sauvage. Et on sait avec le COVID à quel point santé humaine et santé de la faune sauvage sont liées.

Grâce à leur action pour l'aménagement et l'entretien des milieux, par la régulation des nuisibles et des surpopulations de certains grands gibiers, les fédérations de chasseurs contribuent bénévolement à des missions d'intérêt général que la société doit reconnaître.

Je sais que chaque année le poids des dégâts de gibier pèse très lourd sur les fédérations départementales, dont certaines peuvent en être fragilisées. Leur organisation et leur rôle sont pourtant indispensables dans la régulation du gibier, la surveillance de la flore et de la faune sauvage et tout le travail bénévole que leurs membres consacrent à la préservation des biotopes.

Les fédérations ne peuvent assumer seules tout le poids des dégâts de gibier alors qu'un tiers du territoire n'est pas chassé.

C'est la raison pour laquelle il y a plus d'un mois déjà, j'ai pris l'engagement, si je suis élue, que l'Etat prendra en charge 50% du coût des dégâts de gibier qui incombe aujourd'hui aux fédérations.

Je maintiens fermement cette promesse même si je sais que le budget annuel va s'en trouver fortement augmenté par l'envolée du prix des grandes cultures sous l'effet de la guerre en Ukraine.

En supprimant l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS), créé il y a plus de cinquante ans, Monsieur MACRON a privé les chasseurs de la place légitime qui leur revient dans la gouvernance de l'Office National de la Biodiversité (OFB). Je la leur rendrai. Comme je remettrai sur le terrain les agents de contrôle de la chasse que le nouvel office a mobilisés sur la police de l'environnement.

Enfin, je vous en fais la promesse : dans le gouvernement que formera mon Premier Ministre, la chasse ne sera plus sous la tutelle du ministre chargé de l'écologie et les conflits entre chasse et environnement seront arbitrés par le Premier Ministre, comme cela aurait dû être le cas depuis cinq ans. Monsieur le Président, mes promesses, je les tiens. Les chasseurs d'Ile-de-France le savent.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

*Bien cordialement,*

*Valérie Péresse*

Valérie Péresse